

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/34314]

17 NOVEMBRE 2022. — Décret instituant la plateforme informatisée et centralisée d'échange de données "E-paysage" et modifiant divers décrets applicables à l'enseignement supérieur

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Modification du décret
du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires*

Article 1^{er}. Dans le décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires, un article *6bis* rédigé comme suit est inséré :

« Article *6bis* – Dans le cadre strict des missions qui leur sont confiées en vertu du présent décret, les commissaires ou délégués du Gouvernement auprès des institutions universitaires sont autorisés à utiliser le numéro de Registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, des étudiants inscrits ou ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice. »

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des
Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 2. Dans le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, un article *42bis* rédigé comme suit est inséré :

« Article *42bis* – Dans le cadre strict des missions qui leur sont confiées en vertu du présent décret, les commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles sont autorisés à utiliser le numéro de Registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, des étudiants inscrits ou ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice. »

CHAPITRE III. — *Modification du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

Art. 3. Dans le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), un article *34septies/1* rédigé comme suit est inséré :

« Article *34septies/1* – Dans le cadre strict des missions qui leur sont confiées en vertu du présent décret, les délégués du Gouvernement auprès des Ecoles Supérieures des Arts sont autorisés à utiliser le numéro de Registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, des étudiants inscrits ou ayant introduit une demande d'admission ou d'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur de plein exercice. »

CHAPITRE IV. — *Modifications du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants
dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur*

Art. 4. L'alinéa 3 de l'article 1^{er} du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur est abrogé.

Art. 5. L'article 5 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Par dérogation à l'article 95, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3 par voie électronique sur la plateforme e-paysage visée à l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 et conformément aux modalités prévues à l'article 106/10 du même décret et ce, à partir du premier mardi du mois de mai précédant l'année académique concernée jusqu'au quatrième jeudi du mois d'août.

Lors de l'introduction de sa demande d'inscription, l'étudiant précise l'université auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription.

Les universités inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils produisent cette preuve sur la plateforme visée à l'alinéa 1^{er}. A peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par l'ARES en concertation avec les universités concernées et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

§ 2. Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les universités peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, pour les étudiants non-résidents qui introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3, à l'exception des 4^o et 5^o, au plus tard le quatrième jeudi du mois d'août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants excède le nombre NR visé à l'article 4, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort effectué sans délai de manière électronique par un huissier de justice désigné par l'ARES, qui en communique le résultat à cette dernière. Ce tirage au sort est réalisé au moyen d'une technique qui assure le caractère équitable de la sélection, l'absence de biais dans la méthode de sélection utilisée et le caractère public de l'algorithme de sélection utilisé.

Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.

§ 4. Chaque étudiant non résident ne peut introduire, entre le premier mardi du mois de mai précédant l'année académique concernée et le quatrième jeudi du mois d'août, qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7, à l'exception des cursus visés à l'article 3, 4^e et 5^e. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

En cas de refus d'inscription par application du § 2 du présent article ou de l'article 4, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 sont applicables. »

Art. 6. L'article 9 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Par dérogation à l'article 95, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 par voie électronique sur la plateforme e-paysage visée à l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 et conformément aux modalités prévues à l'article 106/10 du même décret et ce, à partir du premier mardi du mois de mai précédant l'année académique concernée jusqu'au quatrième jeudi du mois d'août.

Lors de l'introduction de sa demande d'inscription, l'étudiant précise la haute école auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription.

Les hautes écoles inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils produisent cette preuve sur la plateforme visée à l'alinéa 1^{er}. À peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par l'ARES en concertation avec les hautes écoles concernées et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

§ 2. Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les hautes écoles peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, pour les étudiants non-résidents qui introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 au plus tard le quatrième jeudi du mois d'août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants excède le nombre NR visé à l'article 8, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort effectué sans délai de manière électronique par un huissier de justice désigné par l'ARES, qui en communique le résultat à cette dernière. Ce tirage au sort est réalisé au moyen d'une technique qui assure le caractère équitable de la sélection, l'absence de biais dans la méthode de sélection utilisée et le caractère public de l'algorithme de sélection utilisé.

Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.

§ 4. Chaque étudiant non résident ne peut introduire, entre le premier mardi du mois de mai précédant l'année académique concernée et le quatrième jeudi du mois d'août, qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7, à l'exception des cursus visés à l'article 3, 4^e et 5^e. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

En cas de refus d'inscription par application du § 2 du présent article ou de l'article 8, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 sont applicables. »

CHAPITRE V. — *Modifications du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*

Art. 7. A l'article 15 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les modifications suivantes sont apportées :

1° après le 48°, sont ajoutés les mots « 48bis° Numéro de Registre national: numéro attribué à chaque personne physique en vertu de l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques; »;

2° après le 48bis° nouveau, sont ajoutés les mots « 48ter° Numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale: numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, tel que visé à l'article 8, § 1^{er}, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale; »;

3° après le 54°, sont ajoutés les mots « 54bis° Plateforme e-paysage: plateforme informatisée et centralisée d'échange de données relatives aux admissions, inscriptions et diplômes des étudiants dans l'enseignement supérieur en Communauté française, visée à l'article 106; ».

Art. 8. À l'article 21, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° après le 25°, sont ajoutés les mots « 26° de contribuer à la simplification administrative en matière d'admission et d'inscription de l'étudiant et d'échange de données relatives aux diplômes et diplômés; »;

2° après le 26° nouveau, sont ajoutés les mots « 27° de gérer des sources authentiques en lien avec ses missions et la législation relative à l'enseignement supérieur. ».

Art. 9. L'article 95/2, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Les établissements d'enseignement supérieur transmettent au Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement le nom, le prénom et le sexe des auteurs reconnus d'une fraude de même que la date, le lieu, le pays de naissance de ceux-ci et l'année académique de la fraude et, s'il échet, leur numéro de Registre national ou, à défaut, leur numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué inscrit sans délai les informations précitées au sein de la plateforme e-paysage. La suppression des données des auteurs reconnus d'une fraude se fait automatiquement à l'issue de la période visée à l'article 95/2, § 1^{er}. »

Art. 10. À l'article 95/2, § 1^{er}, alinéa 4, du même décret, les mots « dans la base de données » sont remplacés par les mots « au sein de la plateforme e-paysage ».

Art. 11. L'article 95/2, § 2, alinéa 2, du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« Le nom, le prénom et le sexe de l'étudiant ainsi sanctionné, ainsi que la date, le lieu, le pays de naissance de celui-ci et l'année académique de la fraude et, s'il échet, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, sont transmis au Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué inscrit sans délai les informations précitées au sein de la plateforme e-paysage. La suppression des données des auteurs reconnus d'une fraude se fait automatiquement à l'issue de la période visée à l'article 95/2, § 2, alinéa 3. »

Art. 12. L'article 95/3, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« L'ARES transmet au Commissaire ou Délégué du Gouvernement chargé du contrôle du jury de l'épreuve, de l'examen ou du concours d'admission le nom, le prénom et le sexe des auteurs reconnus d'une fraude de même que la date, le lieu, le pays de naissance de ceux-ci et l'année académique de la fraude et, s'il échet, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué inscrit sans délai les informations précitées au sein de la plateforme e-paysage. La suppression des données des auteurs reconnus d'une fraude se fait automatiquement à l'issue de la période visée à l'article 95/3, § 1^{er}. »

Art. 13. À l'article 95/3, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots « dans la base de données » sont remplacés par les mots « au sein de la plateforme e-paysage ».

Art. 14. À l'article 97, § 3, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3 :

- les mots « en annexe à un courriel » sont remplacés par les mots « par voie électronique sur la plateforme e-paysage »;

- les mots « l'identité et le domicile de l'étudiant » sont remplacés par les mots « le nom, le prénom et le domicile légal de l'étudiant »;

2° l'alinéa 4 est complété par ce qui suit : « S'il en dispose, l'étudiant mentionne également son numéro de Registre national ou, s'il en a connaissance, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale ».

Art. 15. À l'article 102, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, tel qu'inséré par l'article 9, 1°, du décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur, les mots « outre ses nom et prénom(s), » sont remplacés par les mots « outre ses nom, prénom(s) et son numéro de Registre national ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale ».

Art. 16. L'article 106 du même décret est abrogé.

Art. 17. Le Titre III du même décret est complété par un Chapitre VIIIbis rédigé comme suit:

« CHAPITRE VIIIbis. – Simplification administrative des admissions et des inscriptions et échange de données relatives aux diplômes et diplômés

Section 1^{re}. — Fonctionnement de la plateforme e-paysage

Article 106. - § 1^{er}. Il est créé auprès de l'ARES la plateforme e-paysage.

Celle-ci constitue une source authentique de données, au sens de l'article 2, 1°, de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française du 23 mai 2013 portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative.

§ 2. Dans le respect des missions fixées à l'article 21, alinéa 1^{er}, 18°, 25°, 26° et 27°, l'ARES est le responsable de traitement en ce qui concerne la collecte et la mise à disposition des données via la plateforme e-paysage.

L'ARES assure le déploiement, la coordination et la gestion de la plateforme et, en tant que gestionnaire de source authentique, assure la collecte, le stockage, la mise à jour et la destruction des données contenues dans la plateforme ou mises à disposition de celle-ci.

En cas d'indisponibilité de la plateforme, l'ARES prend les mesures nécessaires pour garantir, dans la mesure du possible, la collecte et la mise à disposition des données.

§ 3. Il est créé un comité de pilotage de la plateforme e-paysage, accueilli par l'ARES qui en assure le support administratif, comprenant 13 membres, tous avec voix délibérative, répartis comme suit :

1° l'administrateur de l'ARES ou son représentant;

2° l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement ou son représentant;

3° le directeur général de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique ou son représentant;

4° le directeur général de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ou son représentant;

5° le Ministre de l'Enseignement supérieur ou son représentant;

6° un commissaire ou délégué du Gouvernement auprès des universités, un commissaire du Gouvernement auprès des hautes écoles et un délégué du Gouvernement auprès des écoles supérieures des arts désignés sur proposition du Collège des commissaires et délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur;

7° un représentant de la chambre des universités;

8° un représentant de la chambre des hautes écoles;

9° un représentant de la chambre des écoles supérieures des arts;

10° un représentant de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication (ETNIC);

11° un représentant de la Banque-carrefour d'échange de données (BCED).

Le comité de pilotage de la plateforme e-paysage est chargé de prendre les décisions d'orientations en matière de simplification administrative.

Le comité de pilotage de la plateforme e-paysage peut convier des participants invités lors de ses travaux.

L'ARES est responsable de la mise en œuvre opérationnelle des décisions adoptées par ce comité de pilotage.

§ 4. En sa qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement (UE) n°2016/679 du Parlement européen et

du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication est chargée de développer, d'organiser, de maintenir et de faire évoluer de façon optimale et sécurisée la plateforme e-paysage et destinée à traiter les données collectées ou mises à disposition, ceci dans le respect de la réglementation en vigueur et des bonnes pratiques en matière de simplification administrative. La plateforme e-paysage est mise en œuvre en adéquation avec les standards technologiques d'architecture de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication, conformément à l'article 3, § 1^{er}, du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC).

§ 5. La Banque-carrefour d'échange de données, instituée par l'accord de coopération visé au paragraphe 1^{er}:

1° agit en tant qu'intégrateur de services au sens de l'article 2, 3°, b), du même accord de coopération, afin d'organiser et de faciliter l'échange de données et d'offrir des services d'accès hautement sécurisés à la source authentique du Registre national, aux sources authentiques contenues dans la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale ainsi qu'à la plateforme e-paysage, dans le respect des prescrits de la vie privée. La Banque-carrefour d'échange de données ne procède à aucun stockage de données dans ce cadre;

2° peut agir en tant que tiers de confiance de l'ARES.

Article 106/1. – Les données à caractère personnel relatives aux catégories suivantes de personnes concernées sont traitées via la plateforme e-paysage :

1° les étudiants dont l'inscription est prise en considération, conformément à l'article 102, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

2° les personnes qui suivent isolément des unités d'enseignement conformément à l'article 68/1;

3° les jeunes talents ne remplissant pas les conditions d'accès au premier cycle de l'enseignement supérieur, en application de l'article 107, alinéas 7 à 9;

4° les étudiants ayant introduit une demande d'allocation d'études auprès du Service d'allocations d'études de la Communauté française;

5° les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur;

6° les étudiants ayant introduit un recours auprès de la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription;

7° les auteurs reconnus d'une fraude, visés aux articles 95/2, 95/3 et 139/1;

8° les personnes ayant introduit une demande d'équivalence auprès du Service des équivalences de la Communauté française;

9° les lauréats de l'examen ou du concours d'entrée et d'accès aux études de sciences médicales et dentaires;

10° les étudiants diplômés par un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française.

Article 106/2.- Dans le cadre de tout échange de données visé par le présent chapitre, la personne concernée est identifiée au moyen du numéro de Registre national qui lui est attribué.

S'il s'agit de données relatives à une personne concernée non enregistrée dans le Registre national susvisé, la personne concernée est identifiée au moyen du numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale.

S'il s'agit de données relatives à une personne concernée, ni enregistrée dans le Registre national susvisé, ni identifiée au moyen du numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, les établissements d'enseignement supérieur sont autorisés à créer un tel numéro d'identification et à le communiquer à la personne.

Article 106/3. – Dans le cadre strict des finalités qu'ils poursuivent, les catégories d'utilisateurs visés à l'article 106/20, ainsi que l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication et la Banque-carrefour d'échange de données sont autorisés à utiliser le numéro de Registre national de la personne concernée ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale.

Section II. — Données collectées en vue de pourvoir la plateforme e-paysage

Article 106/4.- Pour ce qui concerne les étudiants régulièrement inscrits dans l'enseignement supérieur de plein exercice, chaque établissement d'enseignement supérieur visé aux articles 10 à 12 met à disposition, au plus tard pour le 1^{er} février de l'année académique, les données suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale;

2° s'il échet, le prénom d'usage de l'étudiant, au sens de l'article 102, § 1^{er}, alinéa 2;

3° les données administratives relatives à l'admission et à l'inscription, en ce compris les études suivies, les réorientations, les modifications d'inscription au sens de l'article 101, alinéa 2, de même que les allègements;

4° la régularité de l'inscription de l'étudiant, au sens de l'article 103;

5° les données nécessaires à l'établissement du statut d'étudiant finançable au sens de l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 36°, et à la détermination de la manière dont il est pris en compte pour le financement des établissements d'enseignement supérieur;

6° par inscription, le nombre de crédits inscrits au programme annuel de l'étudiant, le nombre de crédits acquis et, le cas échéant, le positionnement des crédits dans le premier bloc annuel ou parmi les conditions complémentaires d'accès telles que visées à l'article 111;

7° s'il échet, en cas de codiplômation visée à l'article 82, § 3, l'adresse électronique de l'étudiant fournie par l'établissement référent;

8° s'il échet, les inscriptions préalables de l'étudiant à des études supérieures et les résultats de ses épreuves, tant en Communauté française qu'en dehors de celle-ci;

9° s'il échet, le ou les diplôme(s) dont est déjà porteur l'étudiant ou délivré(s) à l'issue des études suivies.

Les données nécessaires à l'établissement du statut d'étudiant finançable, visées au 5° de l'alinéa précédent, sont les suivantes :

1° la nationalité de l'étudiant et, le cas échéant, son statut et son titre de séjour en Belgique et/ou de son père, mère, tuteur légal, conjoint ou cohabitant légal;

2° les données relatives au parcours scolaire, académique et non académique de l'étudiant;

3° par inscription, le nombre de crédits inscrits au programme annuel de l'étudiant, le nombre de crédits acquis

et, le cas échéant, le positionnement des crédits dans le premier bloc annuel ou parmi les conditions complémentaires d'accès telles que visées à l'article 111;

4° s'il échec, les données relatives à la réorientation de l'étudiant, visée à l'article 102, § 3;

5° s'il échec, la décision du jury visée à l'article 5, § 2, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, tel qu'il a été modifié par le décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur.

Article 106/5.- Pour les personnes qui suivent isolément des unités d'enseignement conformément à l'article 68/1, chaque établissement d'enseignement supérieur visé aux articles 10 à 12 met à disposition les données suivantes:

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale;

2° le nombre de crédits associés aux unités d'enseignement suivies.

Article 106/6.- Pour ce qui concerne les jeunes talents, les Ecoles supérieures des Arts qui sont habilitées à conférer un grade académique du domaine de la musique mettent à disposition les données suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué au jeune talent ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale;

2° le nom et le prénom du jeune talent;

3° la date, le lieu de naissance et le pays de naissance du jeune talent;

4° le nombre de crédits suivis et acquis.

Article 106/7. – Pour ce qui concerne les étudiants diplômés par un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française, chaque établissement d'enseignement supérieur visé aux articles 10 à 12 met à disposition, s'il en dispose, les données suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant diplômé ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale;

2° le nom et le prénom de l'étudiant diplômé et, s'il échec, les initiales de leurs autres prénoms;

3° la date, le lieu et le pays de naissance de l'étudiant diplômé;

4° le ou les diplôme(s) délivré(s) à l'issue des études suivies au sein de l'établissement d'enseignement supérieur, à partir de l'année académique 2014-2015.

Article 106/8.- Les Commissaires et Délégués du Gouvernement mettent à disposition les données à caractère personnel des auteurs reconnus d'une fraude, telles que visées aux articles 95/2, 95/3 et 139/1 et, s'il échec, le numéro de Registre national ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale.

Article 106/9. – À partir de l'année académique 2024-2025, et au plus tard pour le 15 juin de chaque année académique, le Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de chaque établissement met à disposition les données suivantes, après validation :

1° le statut de régularité de l'inscription de chaque étudiant;

2° le statut de finançabilité de l'étudiant.

Article 106/10. – Conformément aux articles 5 et 9 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} du même décret mettent à disposition les données à caractère personnel suivantes:

1° leur nom et leur prénom et, s'il échec, les initiales de leurs autres prénoms;

2° leur sexe;

3° la date, le lieu et le pays de leur naissance ainsi que leur résidence légale;

4° leurs coordonnées téléphoniques;

5° leur adresse électronique;

6° la copie d'un document authentifiant leur identité;

7° leur titre de fin d'études secondaires ou tout autre titre d'accès au premier cycle ou, à défaut, la formule provisoire de leur diplôme ou le relevé de notes mentionnant leur réussite;

8° des attestations justifiant annuellement toutes leurs activités exercées depuis la fin des études secondaires, sans interruption, avec, s'il échec, mention de leurs résultats s'il s'agit d'inscriptions à des études supérieures;

9° s'il échec, en cas de diplôme ou certificat d'études étrangers, leur décision d'équivalence délivrée par le Service des équivalences de la Communauté française ou, à défaut, la preuve de leur demande d'équivalence de diplôme introduite auprès du Service des équivalences de la Communauté française ainsi que la preuve originale du paiement des frais couvrant l'examen de la demande introduite en vue d'obtenir l'équivalence, dans les formes et délais prévus par les articles 5 et 9bis de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers;

10° s'il échec, dans le cas d'études entreprises à partir de l'année académique 2014-2015, la preuve d'apurement de toutes leurs dettes à l'égard de tout établissement d'enseignement supérieur en Communauté française le jour de son inscription;

11° s'il échec, les données nécessaires à l'établissement de leur statut d'étudiant finançable au sens de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études.

Article 106/11. – Pour ce qui concerne les lauréats de l'examen ou du concours d'entrée et d'accès aux études de sciences médicales et dentaires, l'ARES met à disposition les données à caractère personnel suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué au lauréat ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale;

2° le nom et le prénom et, s'il échec, les initiales des autres prénoms;

3° le sexe du lauréat;

4° la date, le lieu de naissance et le pays de naissance du lauréat;

5° les coordonnées téléphoniques du lauréat;

6° la filière dans laquelle le lauréat souhaite poursuivre son inscription;

7° s'il échec, le statut d'étudiant résident du lauréat;

8° s'il échet, le statut d'étudiant non-résident du lauréat.

Article 106/12. – Pour ce qui concerne les étudiants régulièrement inscrits dans l'enseignement supérieur de plein exercice, soumis à l'épreuve liminaire écrite portant sur la maîtrise approfondie de la langue française telle que visée à l'article 34 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, l'ARES met à disposition les données à caractère personnel suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale;

2° le nom et le prénom, et, s'il échet, les initiales des autres prénoms;

3° le sexe de l'étudiant;

4° la date, le lieu de naissance et le pays de naissance de l'étudiant;

5° les données relatives à l'inscription, à la présentation et à la réussite ou à l'échec au test.

Article 106/13. – § 1^{er}. Pour ce qui concerne les étudiants ayant introduit un recours auprès de la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription visée à l'article 97, cette dernière met à disposition les données à caractère personnel suivantes :

1° le nom et le prénom de l'étudiant;

2° son domicile légal;

3° s'il échet, son adresse électronique;

4° s'il échet, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale;

5° la requête de l'étudiant ainsi que l'ensemble des pièces visées à l'article 97, § 3, alinéas 3 et 4;

6° s'il échet, les coordonnées téléphoniques de l'étudiant;

7° s'il échet, les coordonnées de l'avocat de l'étudiant.

§ 2. L'établissement d'enseignement supérieur contre lequel le recours est introduit met à disposition le dossier de procédure interne de l'étudiant, de même que toutes les pièces complémentaires demandées par la commission.

S'il échet, la commission met également à disposition les pièces relatives au recours introduit auprès du Conseil d'État par l'étudiant ou son avocat contre la décision rendue par celle-ci.

§ 3. La plateforme e-paysage contient également, par étudiant ayant introduit un recours, la décision prise par la commission.

Section III. — Accès à des bases de données au moyen de la plateforme e-paysage

Article 106/14. – Les données à caractère personnel contenues dans la base de données dont le Service des équivalences de la Communauté française est responsable de traitement sont mises à disposition au moyen de la plateforme e-paysage. Les données mises à disposition sont uniquement les suivantes :

1° le nom et le prénom;

2° le sexe;

3° la date, le lieu de naissance et le pays de naissance;

4° la donnée relative à une demande d'équivalence de diplôme introduite par l'étudiant;

5° la décision d'équivalence de titre de fin d'études secondaires ou de titre d'études supérieures et la date de prise d'effet de celle-ci.

Article 106/15.- Les données à caractère personnel contenues dans la base de données dont le Service des allocations d'études de la Communauté française est responsable de traitement sont mises à disposition au moyen de la plateforme e-paysage.

Les données mises à disposition sont uniquement les suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale ou, à défaut, le numéro d'identification tel que délivré à l'étudiant par le Service des allocations d'études;

2° le nom et le prénom de l'étudiant;

3° la donnée relative à une demande d'allocation d'études introduite par l'étudiant;

4° la décision d'octroi ou de refus de l'allocation d'études ainsi que la date de la notification de la décision;

5° s'il échet, le statut d'étudiant de condition modeste, tel que visé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 2007 définissant ce qu'il y a lieu d'entendre par étudiant de condition modeste dans l'enseignement supérieur hors universités;

6° s'il échet, la date d'introduction d'une réclamation et, s'il échet, la date d'introduction d'un recours introduit par l'étudiant suivant les modalités prévues aux articles 11 et 12 du décret du 18 novembre 2021 réglant les allocations d'études, de même que la décision prise.

Article 106/16.- Les données à caractère personnel des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur de promotion sociale contenues dans la base de données dont la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique est responsable de traitement sont mises à disposition au moyen de la plateforme e-paysage.

Les données visées sont les suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale;

2° les inscriptions antérieures à des études supérieures suivies dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale;

3° s'il échet, le nombre de crédits inscrits au programme annuel de l'étudiant, le nombre de crédits acquis et, le cas échéant, le positionnement des crédits dans le premier bloc annuel;

4° s'il échet, le ou les diplôme(s) dont est déjà porteur l'étudiant.

Article 106/17.- Les données à caractère personnel des étudiants diplômés par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale de la Communauté française contenues dans les bases de données dont soit la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, soit la Direction générale de l'Enseignement supérieur,

de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique sont responsables de traitement sont mises à disposition au moyen de la plateforme e-paysage.

Les données visées sont les suivantes :

- 1° le nom et le prénom de l'étudiant;
- 2° la date, le lieu de naissance et le pays de naissance;
- 3° s'il échet, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale;
- 4° la formule provisoire du diplôme;
- 5° le titre de fin d'études secondaires revêtu du sceau de la Communauté française;
- 6° s'il échet, l'attestation de succès à un examen d'admission organisé par un jury de l'enseignement secondaire ordinaire institué au sein du Ministère de la Communauté française.

Article 106/18.- Les données à caractère personnel des jeunes talents contenues dans les bases de données dont la Direction générale de l'Enseignement obligatoire est responsable de traitement sont mises à disposition au moyen de la plateforme e-paysage.

Les données visées sont les suivantes :

- 1° le nom et le prénom du jeune talent;
- 2° la date, le lieu de naissance et le pays de naissance du jeune talent;
- 3° s'il échet, le numéro de Registre national attribué au jeune talent ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale;
- 4° la preuve d'inscription du jeune talent dans un établissement d'enseignement obligatoire en Communauté française.

Section IV. — Finalités de traitement et catégories d'utilisateurs

Article 106/19. - Les finalités poursuivies par le responsable de traitement visé à l'article 106 sont les suivantes :

- 1° soutenir et simplifier les processus d'inscription et d'admission au parcours des étudiants dans l'enseignement supérieur en Communauté française;
- 2° simplifier l'authentification des titres délivrés en Communauté française dans le cadre de la vérification des titres d'accès à l'enseignement supérieur et de la lutte contre les faux diplômes;
- 3° réaliser ou faire réaliser des études scientifiques ou statistiques;
- 4° permettre au Gouvernement de la Communauté française et à ses services de renforcer le pilotage de l'enseignement supérieur, notamment pour l'élaboration et la mise en œuvre de nouvelles politiques ou toute autre analyse.

Article 106/20.- § 1^{er}. La plateforme e-paysage est accessible aux catégories d'utilisateurs suivantes :

- 1° les établissements d'enseignement supérieur, tels que visés aux articles 10 à 13;
- 2° les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur;
- 3° le Ministère de la Communauté française;
- 4° toute autre autorité publique, au sens de l'article 2, 8°, a) et b), de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française du 23 mai 2013 portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative.

Le comité de pilotage de la plateforme e-paysage statue sur toute demande émanant d'une autorité publique telle que visée au 4° de l'alinéa précédent, visant à disposer de certaines données contenues dans ou mises à disposition via la plateforme e-paysage, dans la stricte limite des missions d'intérêt public qui sont confiées à l'autorité publique par décret ou arrêté.

§ 2. Les utilisateurs visés au paragraphe précédent prennent les mesures utiles pour garantir que les données à caractère personnel consultées soient traitées de manière confidentielle et uniquement pour une ou plusieurs finalités mentionnées à l'article 106/19. Cet accès vaut uniquement pour les personnes habilitées à traiter ces données, sous la responsabilité exclusive des instances concernées. Ils ne peuvent accéder qu'aux données des personnes concernées par le traitement qu'ils effectuent.

§ 3. Les modalités d'accès des utilisateurs faisant partie des catégories visées au paragraphe premier sont fixées par le Gouvernement, sur proposition du comité de pilotage de la plateforme e-paysage.

Article 106/21. - § 1^{er}. Dans le cadre de la finalité visée à l'article 106/19, 1° et 2°, les établissements d'enseignement supérieur ont accès à certaines catégories de données contenues dans la plateforme e-paysage ou mises à disposition au moyen de celle-ci.

Les données sont celles visées aux articles 106/4, 106/5, 106/6, 106/7, 106/8, 106/9, 106/10, 106/11, 106/12, 106/13, § 3, 106/14, 106/15, 106/16, 106/17 et 106/18.

§ 2. Par dérogation au paragraphe précédent, seules certaines catégories d'établissements d'enseignement supérieur ont accès à certaines catégories de données visées au paragraphe précédent :

- 1° ont seuls accès à la donnée visée à l'article 106/4, 7°, les établissements partenaires de la codiplômation;
- 2° ont seuls accès aux données visées aux articles 106/6 et 106/18 et uniquement s'agissant des données à caractère personnel des jeunes talents auxquelles elles sont autorisées à avoir accès, les Ecoles supérieures des Arts qui accueillent, dans le domaine de la musique, des étudiants ne remplissant pas les conditions d'accès au premier cycle de l'enseignement supérieur visées à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 2015 relatif aux jeunes talents dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française;
- 3° ont seuls accès aux données visées à l'article 106/10 et uniquement s'agissant des données à caractère personnel des étudiants auxquelles ils sont autorisés à avoir accès, les établissements d'enseignement supérieur soumis à l'application du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur;
- 4° ont seuls accès aux données visées à l'article 106/11 et uniquement s'agissant des données à caractère personnel des étudiants auxquelles elles sont autorisées à avoir accès en vertu du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires;

5° ont seuls accès aux données visées à l'article 106/12 et uniquement s'agissant des données à caractère personnel des étudiants auxquelles ils sont autorisés à avoir accès, les établissements d'enseignement supérieur soumis à l'application du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants.

Article 106/22.- Dans le cadre de la finalité visée à l'article 106/19, 1° et 2°, chaque Commissaire ou Délégué du Gouvernement n'a accès qu'aux données des personnes concernées inscrites ou ayant introduit une demande d'inscription auprès du ou des seul(s) établissement(s) dont ils assurent le contrôle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, a seul accès aux données visées à l'article 106/11, le Commissaire ou Délégué du Gouvernement désigné auprès d'une université et chargé d'assurer le contrôle du jury de l'examen ou du concours d'entrée et d'accès.

Article 106/23.- S'agissant de la finalité visée à l'article 106/19, 3° et 4°, l'ARES confie les données contenues dans la plateforme e-paysage ou mises à disposition au moyen de celle-ci à une entité indépendante et neutre à l'égard des traitements envisagés et des responsables du traitements concernés, qui n'a pas d'intérêt à connaître les données à caractère personnel traitées ou le résultat de leur traitement, et qui dispose d'une expertise avérée, conforme à l'état de l'art en matière de traitement de données à caractère personnel et en particulier, de pseudonymisation et d'anonymisation de données à caractère personnel, aux fins de pseudonymisation ou anonymisation préalable des données à caractère personnel.

Article 106/24.- § 1^{er}. Le Gouvernement fixe les modalités générales de fonctionnement de la plateforme e-paysage.

§ 2. Sous réserve d'autres délais de conservation expressément prévus par la loi ou le décret, le Gouvernement détermine également le délai de conservation des données à caractère personnel contenues dans la plateforme ou mises à disposition au moyen de celle-ci, sans que celui-ci ne puisse excéder 10 ans. S'agissant des données visées aux articles 106/4, 9° et 106/7, le délai de conservation s'étend jusqu'au décès de la personne concernée.

Le délai visé à l'alinéa précédent court à compter du jour de la mise à disposition des données. »

Art. 18. L'article 139/1, alinéa 2, du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« Le nom, le prénom et le sexe de l'étudiant ainsi sanctionné, ainsi que la date, le lieu et le pays de naissance de celui-ci et, s'il échet, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, sont transmis au Commissaire ou Délégué du Gouvernement près l'établissement. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire ou Délégué inscrit les informations précitées au sein de la plateforme e-paysage. »

Art. 19. À l'article 145, alinéa 1^{er}, du même décret, tel que modifié par l'article 18, 1°, du décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur, les mots « de même que son numéro de Registre national ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale » sont insérés après les mots « son nom, son prénom, ses lieu et date de naissance ».

CHAPITRE VI. — Modifications du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires

Art. 20. L'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, est complété comme suit :

« Les universités concernées vérifient cette dernière condition au moyen de la plateforme e-paysage visée à l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 précité. »

Art. 21. A l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « transmet la liste des lauréats aux institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires » sont remplacés par les mots « met à disposition des institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, au moyen de la plateforme e-paysage visée à l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les données à caractère personnel des lauréats, telles que visées à l'article 106/11 du décret du 7 novembre 2013 précité. »

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires et finales

Art. 22. À titre transitoire, durant les années académiques 2022-2023 et 2023-2024, l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel qu'abrogé par l'article 16 du présent décret, continue à produire ses effets.

Art. 23. À titre transitoire, durant l'année académique 2022-2023, l'article 5 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Par dérogation à l'article 95, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3 par voie électronique sur la plateforme e-paysage visée à l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 et conformément aux modalités prévues à l'article 106/10 du même décret et ce, à partir du quatrième mardi du mois d'août précédant l'année académique concernée jusqu'au quatrième jeudi du mois d'août.

Lors de l'introduction de sa demande d'inscription, l'étudiant précise l'université auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription.

Les universités inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils produisent cette preuve sur la plateforme visée à l'alinéa 1^{er}. A peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par l'ARES en concertation avec les universités concernées et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

§ 2. Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les universités peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, pour les étudiants non résidents qui introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 3, à l'exception des 4° et 5°, au plus tard le quatrième jeudi du mois d'août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants excède le nombre NR visé à l'article 4, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort effectué sans délai de manière électronique par un huissier de justice

désigné par l'ARES, qui en communique le résultat à cette dernière. Ce tirage au sort est réalisé au moyen d'une technique qui assure le caractère équitable de la sélection, l'absence de biais dans la méthode de sélection utilisée et le caractère public de l'algorithme de sélection utilisé.

Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.

§ 4. Chaque étudiant non résident ne peut introduire, entre le quatrième mardi du mois d'août précédant l'année académique concernée et le quatrième jeudi du mois d'août inclus, qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7, à l'exception des cursus visés à l'article 3, 4° et 5°. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

En cas de refus d'inscription par application du § 2 du présent article ou de l'article 4, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 sont applicables. »

Art. 24. À titre transitoire, durant l'année académique 2022-2023, l'article 9 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Par dérogation à l'article 95, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013, les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 par voie électronique sur la plateforme e-paysage visée à l'article 106 du décret du 7 novembre 2013 et conformément aux modalités prévues à l'article 106/10 du même décret et ce, à partir du quatrième mardi du mois d'août précédant l'année académique concernée jusqu'au quatrième jeudi du mois d'août.

Lors de l'introduction de sa demande d'inscription, l'étudiant précise la haute école auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription.

Les hautes écoles inscrivent par priorité les étudiants qui apportent la preuve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission dans ces cursus, suivant l'ordre dans lequel ils produisent cette preuve sur la plateforme visée à l'alinéa 1^{er}. À peine de déchéance, l'étudiant est tenu de confirmer son inscription suivant les modalités fixées par l'ARES en concertation avec les hautes écoles concernées et qui lui sont notifiées lors de l'introduction de sa demande.

§ 2. Pour l'application de la présente disposition, est assimilé à l'étudiant qui apporte la preuve qu'il remplit toutes les conditions d'admission, l'étudiant qui prouve qu'il a introduit au plus tard le 15 juillet précédant l'année académique une demande d'équivalence de titre de fin d'études secondaires, ainsi que la preuve qu'il a liquidé les frais couvrant l'examen de cette demande, pour autant que soit joint à sa demande d'inscription une copie du titre dont il réclame l'équivalence. Les hautes écoles peuvent toutefois refuser l'inscription de l'étudiant si le titre présenté n'est manifestement pas équivalent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, pour les étudiants non-résidents qui introduisent leur demande d'inscription dans un des cursus visés à l'article 7 au plus tard le quatrième jeudi du mois d'août précédant l'année académique, si le nombre de ces étudiants excède le nombre NR visé à l'article 8, alinéa 2, l'ordre de priorité entre ces étudiants est déterminé par un tirage au sort effectué sans délai de manière électronique par un huissier de justice désigné par l'ARES, qui en communique le résultat à cette dernière. Ce tirage au sort est réalisé au moyen d'une technique qui assure le caractère équitable de la sélection, l'absence de biais dans la méthode de sélection utilisée et le caractère public de l'algorithme de sélection utilisé.

Tous les étudiants ayant introduit une telle demande reçoivent un numéro d'ordre nominatif et incessible.

§ 4. Chaque étudiant non résident ne peut introduire entre le quatrième mardi du mois d'août précédant l'année académique concernée et le quatrième jeudi du mois d'août inclus, qu'une seule demande d'inscription pour tous les cursus visés aux articles 3 et 7, à l'exception des cursus visés à l'article 3, 4° et 5°. L'étudiant qui aura enfreint cette disposition sera exclu de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel il aurait été admis dans un des cursus visés aux articles 3 ou 7.

En cas de refus d'inscription par application du § 2 du présent article ou de l'article 8, les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 sont applicables. ».

Art. 25. L'ensemble des données à caractère personnel des étudiants régulièrement inscrits durant l'année académique 2021-2022, qui doivent être collectées par l'ARES en vue de pourvoir la plateforme e-paysage en vertu de l'article 106/4 du décret du 7 novembre 2013, sont transmises par les établissements d'enseignement supérieur au plus tard pour le 1^{er} mai 2023.

Art. 26. Les établissements d'enseignement supérieur mettent à disposition de l'ARES, s'ils en disposent, les données à caractère personnel des étudiants régulièrement inscrits auprès d'eux à partir de l'année académique 2017-2018 jusqu'à l'année académique 2020-2021.

Cette transmission est strictement limitée aux données suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale;

2° les informations administratives relatives à l'admission et à l'inscription, en ce compris les études suivies, les réorientations et les allègements;

3° les données nécessaires à l'établissement du statut d'étudiant finançable au sens de l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 36°, du décret du 7 novembre 2013 et à la détermination de la manière dont il est pris en compte pour le financement des établissements d'enseignement supérieur;

4° par inscription, le nombre de crédits inscrits au programme annuel de l'étudiant, le nombre de crédits acquis et, le cas échéant, le positionnement des crédits dans le premier bloc annuel ou parmi les conditions complémentaires d'accès telles que visées à l'article 111 du décret du 7 novembre 2013.

Les données nécessaires à l'établissement du statut d'étudiant finançable, visées au 3° de l'alinéa précédent, sont les suivantes :

1° la nationalité de l'étudiant et, le cas échéant, son statut et son titre de séjour en Belgique et/ou de son père, mère, tuteur légal, conjoint ou cohabitant légal;

2° les données relatives au parcours scolaire, académique et non académique de l'étudiant;

3° par inscription, le nombre de crédits inscrits au programme annuel de l'étudiant, le nombre de crédits acquis et, le cas échéant, le positionnement des crédits dans le premier bloc annuel ou parmi les conditions complémentaires d'accès telles que visées à l'article 111 du décret du 7 novembre 2013;

4° s'il échet, les données relatives à la réorientation de l'étudiant, visée à l'article 102, § 3, du décret du 7 novembre 2013;

5° s'il échet, la décision du jury visée à l'article 5, § 2, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, tel qu'il a été modifié par le décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur.

CHAPITRE VIII — *Entrée en vigueur*

Art. 27. Le présent décret entre en vigueur le dixième jour suivant sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 5, 6 et 14 qui entrent en vigueur à partir de l'année académique 2023-2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 novembre 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement.

Projet de décret, n° 441-1.

- Rapport de commission, n°441-2.

- Texte adopté en séance plénière, n° 441-3

Compte rendu intégral.

- Discussion et adoption.

- Séance du 16 novembre 2022

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/34314]

17 NOVEMBER 2022. — Decreet tot oprichting van het geautomatiseerd en gecentraliseerd e-paysage platform voor gegevensuitwisseling en tot wijziging van diverse decreten die van toepassing zijn op het hoger onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1 — *Wijziging van het decreet van 12 juli 1990 betreffende de controle op de universitaire instellingen*

Artikel 1. In het decreet van 12 juli 1990 betreffende de controle op de universitaire instellingen wordt een artikel *6bis* ingevoegd dat luidt als volgt :

"Artikel *6bis* - In het strikte kader van de opdrachten die hun krachtens dit decreet worden toevertrouwd, zijn de commissarissen of afgevaardigden van de Regering aan de universitaire instellingen gemachtigd om het rijksregisternummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 houdende organisatie van een rijksregister van natuurlijke personen te gebruiken of, bij gebreke daaraan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 betreffende de oprichting en de organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, van studenten die zijn ingeschreven of die een aanvraag tot toelating of inschrijving hebben ingediend in een instelling voor hoger onderwijs met volledig leerplan."

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de instellingen van hoger onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 2. In het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de instellingen voor het hoger onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt een artikel *42bis* ingevoegd dat luidt als volgt :

"Artikel *42bis* - In het strikte kader van de opdrachten die hun krachtens dit decreet worden toevertrouwd, zijn de commissarissen van de Regering bij de hogescholen gemachtigd om het rijksregisternummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 houdende organisatie van een rijksregister van natuurlijke personen te gebruiken of, bij gebreke daaraan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 betreffende de oprichting en de organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, van studenten die zijn ingeschreven of die een aanvraag tot toelating of inschrijving hebben ingediend in een instelling voor hoger onderwijs met volledig leerplan."

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in Hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten)*

Art. 3. In het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in Hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten) wordt een artikel 34septies/1 ingevoegd dat als volgt luidt :

“Artikel 34septies/1 - In het strikte kader van de opdrachten die hun krachtens dit decreet worden toevertrouwd, zijn de commissarissen van de Regering bij de hogere kunstscholen gemachtigd om het rijksregisternummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 houdende organisatie van een rijksregister van natuurlijke personen te gebruiken of, bij gebreke daaraan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 betreffende de oprichting en de organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, van studenten die zijn ingeschreven of die een aanvraag tot toelating of inschrijving hebben ingediend in een instelling voor hoger onderwijs met volledig leerplan.”

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in bepaalde cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs*

Art. 4. Artikel 1, derde lid, van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in bepaalde cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 5 van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst :

“§ 1. In afwijking van artikel 95, § 1, van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, studenten die niet worden beschouwd als ingezetene studenten in de zin van artikel 1, dienen hun aanvraag tot inschrijving voor een van de cursussen bedoeld in artikel 3 elektronisch in op het e-paysage platform bedoeld in artikel 106 van het decreet van 7 november 2013 en volgens de procedures van artikel 106/10 van hetzelfde decreet, vanaf de eerste dinsdag van mei voorafgaand aan het betrokken academiejaar tot en met de vierde donderdag van augustus.

Bij het indienen van zijn aanvraag om inschrijving geeft de student aan bij welke universiteit hij zijn inschrijving wenst voort te zetten.

De universiteiten geven voorrang aan de inschrijving van studenten die het bewijs leveren dat zij aan alle voorwaarden voor toelating tot deze cursussen voldoen, in de volgorde waarin zij dit bewijs op het in lid 1 bedoelde platform indienen. Op straffe van verval moet de student zijn inschrijving bevestigen volgens de procedures die door de ARES in overleg met de betrokken universiteiten zijn vastgesteld en waarvan hij bij zijn inschrijving in kennis is gesteld.

§ 2. Voor de toepassing van deze bepaling wordt een student die aantoont dat hij aan alle toelatingsvoorwaarden voldoet, gelijkgesteld met een student die aantoont dat hij uiterlijk op 15 juli voorafgaand aan het academiejaar een aanvraag tot gelijkstelling van een eindexamen van het secundair onderwijs heeft ingediend, alsmede het bewijs dat hij de rechten voor de behandeling van deze aanvraag heeft betaald, mits bij zijn aanvraag een afschrift wordt gevoegd van het diploma waarvoor hij de gelijkstelling aanvraagt. De universiteiten kunnen echter weigeren de student in te schrijven indien het voorgelegde diploma duidelijk niet gelijkwaardig is aan een getuigschrift van hoger secundair onderwijs.

§ 3. In afwijking van § 1 wordt voor niet-ingezetene studenten die uiterlijk op de vierde donderdag van augustus voorafgaand aan het academiejaar een aanvraag tot inschrijving indienen voor één van de cursussen bedoeld in artikel 3, met uitzondering van 4° en 5°, indien het aantal van deze studenten het aantal niet-ingezetene studenten bedoeld in artikel 4, tweede lid, overschrijft, de rangorde onder deze studenten bepaald door een loting die onverwijld elektronisch wordt verricht door een door de ARES aangewezen deurwaarder, die het resultaat aan deze laatste meedeelt. Deze loting wordt verricht met behulp van een techniek die de eerlijkheid van de selectie, de afwezigheid van vooringenomenheid bij de gebruikte selectiemethode en de openbaarheid van het gebruikte selectiealgoritme waarborgt.

Alle studenten die een dergelijke aanvraag hebben ingediend, krijgen een persoonlijk en niet-overdraagbaar registratienummer.

§ 4. Elke niet-ingezetene student kan tussen de eerste dinsdag van mei voorafgaand aan het betrokken academiejaar en de vierde donderdag van augustus slechts één aanvraag tot inschrijving indienen voor alle cursussen bedoeld in artikelen 3 en 7, met uitzondering van de cursussen bedoeld in artikel 3, 4° en 5°. Een student die deze bepaling overtreedt, wordt uitgesloten van de instelling voor hoger onderwijs waartoe hij zou zijn toegelaten in een van de cursussen bedoeld in artikel 3 of 7.

In geval van weigering van inschrijving met toepassing van § 2 van dit artikel of van artikel 4 zijn de artikelen 96 en 97 van het decreet van 7 november 2013 van toepassing.”

Art. 6. Artikel 9 van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst :

“§ 1. In afwijking van artikel 95, § 1, van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, studenten die niet worden beschouwd als ingezetene studenten in de zin van artikel 1, dienen hun aanvraag tot inschrijving voor een van de cursussen bedoeld in artikel 3 elektronisch in op het e-paysage platform bedoeld in artikel 106 van het decreet van 7 november 2013 en volgens de procedures van artikel 106/10 van hetzelfde decreet, vanaf de eerste dinsdag van mei voorafgaand aan het betrokken academiejaar tot en met de vierde donderdag van augustus.

Bij het indienen van zijn aanvraag om inschrijving geeft de student aan bij welke hogeschool hij zijn inschrijving wenst voort te zetten.

De hogescholen geven voorrang aan de inschrijving van studenten die het bewijs leveren dat zij aan alle voorwaarden voor toelating tot deze cursussen voldoen, in de volgorde waarin zij dit bewijs op het in lid 1 bedoelde platform indienen. Op straffe van verval moet de student zijn inschrijving bevestigen volgens de procedures die door de ARES in overleg met de betrokken hogescholen zijn vastgesteld en waarvan hij bij zijn inschrijving in kennis is gesteld.

§ 2. Voor de toepassing van deze bepaling wordt een student die aantoont dat hij aan alle toelatingsvoorwaarden voldoet, gelijkgesteld met een student die aantoont dat hij uiterlijk op 15 juli voorafgaand aan het academiejaar een aanvraag tot gelijkstelling van een eindexamen van het secundair onderwijs heeft ingediend, alsmede het bewijs dat hij de rechten voor de behandeling van deze aanvraag heeft betaald, mits bij zijn aanvraag een afschrift wordt gevoegd

van het diploma waarvoor hij de gelijkstelling aanvraagt. De hogescholen kunnen echter weigeren de student in te schrijven indien het voorgelegde diploma duidelijk niet gelijkwaardig is aan een getuigschrift van hoger secundair onderwijs.

§ 3. In afwijking van § 1 wordt voor niet-ingezetenen studenten die uiterlijk op de vierde donderdag van augustus voorafgaand aan het academiejaar een aanvraag tot inschrijving indienen voor één van de cursussen bedoeld in artikel 3, met uitzondering van 4° en 5°, indien het aantal van deze studenten het aantal niet-ingezetenen studenten bedoeld in artikel 4, tweede lid, overschrijdt, de rangorde onder deze studenten bepaald door een loting die onverwijld elektronisch wordt verricht door een door de ARES aangewezen deurwaarder, die het resultaat aan deze laatste meedeelt. Deze loting wordt verricht met behulp van een techniek die de eerlijkheid van de selectie, de afwezigheid van vooringenomenheid bij de gebruikte selectiemethode en de openbaarheid van het gebruikte selectiealgoritme waarborgt.

Alle studenten die een dergelijke aanvraag hebben ingediend, krijgen een persoonlijk en niet-overdraagbaar registratienummer.

§ 4. Elke niet-ingezeten student kan tussen de eerste dinsdag van mei voorafgaand aan het betrokken academiejaar en de vierde donderdag van augustus slechts één aanvraag tot inschrijving indienen voor alle cursussen bedoeld in artikelen 3 en 7, met uitzondering van de cursussen bedoeld in artikel 3, 4° en 5°. Een student die deze bepaling overtreedt, wordt uitgesloten van de instelling voor hoger onderwijs waartoe hij zou zijn toegelaten in een van de cursussen bedoeld in artikel 3 of 7.

In geval van weigering van inschrijving met toepassing van § 2 van dit artikel of van artikel 4 zijn de artikelen 96 en 97 van het decreet van 7 november 2013 van toepassing.”.

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen aan het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies

Art. 7. In artikel 15 van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na 48° worden de woorden “48bis° rijksregisternummer : nummer toegekend aan elke natuurlijke persoon krachtens artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 houdende organisatie van een Rijksregister van natuurlijke personen;” toegevoegd;

2° na het nieuwe 48bis° worden de woorden “48ter° Identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid: identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 betreffende de oprichting en de organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;” toegevoegd;

3° na 54° worden de woorden “54bis° e-paysage platform: geautomatiseerd en gecentraliseerd platform voor de uitwisseling van gegevens betreffende de toelating, de inschrijving en de diploma’s van studenten in het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap, bedoeld in artikel 106;” toegevoegd.

Art. 8. In artikel 21, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na 25° worden de woorden “26° bij te dragen tot de administratieve vereenvoudiging op het gebied van de toelating en inschrijving van studenten en de uitwisseling van gegevens betreffende diploma’s en gediplomeerden;” toegevoegd;

2° na het nieuwe 26° worden de woorden “27° het beheer van authentieke bronnen in verband met zijn opdrachten en de wetgeving inzake hoger onderwijs” toegevoegd.

Art. 9. Artikel 95/2, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst :

“De instellingen voor hoger onderwijs delen aan de regeringscommissaris of -afgevaardigde van de instelling de naam, de voornaam en het geslacht van de erkende fraudeurs mee, alsook hun geboortedatum, -plaats en -land en het academiejaar van de fraude en, in voorkomend geval, hun rijksregisternummer of, bij ontstentenis daarvan, hun Kruispuntbankidentificatienummer. Nadat hij is nagegaan of de procedure is nageleefd en of de fraude daadwerkelijk heeft plaatsgevonden, voert de commissaris of de gedelegeerde onverwijld de bovengenoemde informatie in het e-paysage platform in. De gegevens van erkende fraudeurs worden automatisch gewist aan het einde van de in artikel 95/2, lid 1, bedoelde periode.

Art. 10. In artikel 95/2, § 1, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “in de databank” vervangen door de woorden “binnen het e-paysage platform”.

Art. 11. Artikel 95/2, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

“De naam, de voornaam en het geslacht van de aldus gesanctioneerde student, alsmede de geboortedatum, de geboorteplaats en het geboorteland van deze laatste en het academiejaar van de fraude en, in voorkomend geval, het aan de student toegekende rijksregisternummer of, bij gebreke daarvan, zijn identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, worden aan de Regeringscommissaris of -afgevaardigde van de instelling toegezonden. Nadat hij heeft gecontroleerd of de procedure is nageleefd en of de fraude reëel is, voert de commissaris of de gedelegeerde de bovengenoemde informatie onverwijld in het e-paysage platform in. De gegevens van erkende fraudeurs worden automatisch gewist aan het einde van de in artikel 95/2, § 2, derde lid, bedoelde periode.

Art. 12. Artikel 95/3, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

“De ARES zendt aan de regeringscommissaris of -afgevaardigde die belast is met de controle van de examencommissie van de proef, het examen of het vergelijkend toelatingsexamen de naam, de voornaam en het geslacht van de erkende fraudeurs, alsook de datum, de plaats en het land van geboorte van deze laatste en het academiejaar van de fraude en, in voorkomend geval, het aan de student toegekende rijksregisternummer of, bij gebrek daaraan, zijn identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid. Nadat hij heeft gecontroleerd of de procedure is nageleefd en of de fraude daadwerkelijk heeft plaatsgevonden, voert de commissaris of de afgevaardigde de bovengenoemde informatie onverwijld in het e-paysage platform in. De gegevens van erkende fraudeurs worden automatisch gewist aan het einde van de in artikel 95/3, § 1, bedoelde periode.”.

Art. 13. In artikel 95/3, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “in de databank” vervangen door de woorden “binnen het e-paysage platform”.

Art. 14. In artikel 97, § 3, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 3 :

- worden de woorden "in een bijlage bij een e-mail" vervangen door de woorden "elektronisch op het e-paysage platform";

- worden de woorden "de identiteit en woonplaats van de student" vervangen door de woorden "de naam, voornaam en wettelijke woonplaats van de student";

2° aan lid 4 wordt het volgende toegevoegd: "Indien beschikbaar, vermeldt de leerling ook zijn rijksregisternummer of, indien bekend, zijn Kruispuntbanknummer van de Sociale Zekerheid."

Art. 15. In artikel 102, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij artikel 9, 1°, van het decreet van 2 december 2021 tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en andere wetgeving betreffende het hoger onderwijs, worden de woorden "naast zijn naam en voorna(a)m(en)," vervangen door de woorden "naast zijn naam, voorna(a)m(en) en rijksregisternummer of, bij gebreke daaraan, zijn Kruispuntbanknummer van de Sociale Zekerheid".

Art. 16. Artikel 106 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 17. Titel III van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een hoofdstuk VIIIbis dat als volgt luidt :

"HOOFDSTUK VIIIbis. - Administratieve vereenvoudiging van toelatingen en inschrijvingen en uitwisseling van gegevens over diploma's en gediplomeerden

Afdeling I. — Werking van het e-paysage platform

Artikel 106. - § 1. Het e-paysage platform wordt bij ARES opgericht.

Dit is een authentieke gegevensbron in de zin van artikel 2, 1°, van het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap van 23 mei 2013 betreffende de ontwikkeling van een gezamenlijk initiatief inzake de uitwisseling van gegevens en het gezamenlijke beheer van dit initiatief.

§ 2. Met inachtneming van de opdrachten vermeld in artikel 21, eerste lid, 18°, 25°, 26° en 27°, is de ARES verantwoordelijk voor de verwerking met betrekking tot het verzamelen en verstrekken van gegevens via het e-paysage platform.

ARES is verantwoordelijk voor de ontplooiing, de coördinatie en het beheer van het platform en, als authentiek bronbeheerder, voor het verzamelen, opslaan, bijwerken en vernietigen van de gegevens die in het platform zijn opgenomen of ter beschikking worden gesteld.

Indien het platform niet beschikbaar is, neemt ARES de nodige maatregelen om, voor zover mogelijk, de verzameling en verstrekking van gegevens te waarborgen.

§ 3. Er wordt een stuurgroep voor het e-paysage platform opgericht, die wordt gehost door ARES, die administratieve ondersteuning biedt, en bestaat uit 13 leden met stemrecht, als volgt verdeeld:

1° de beheerder van ARES of zijn vertegenwoordiger;

2° de ambtenaar-generaal van de Algemene Onderwijsadministratie of zijn vertegenwoordiger;

3° de directeur-generaal van de Algemene Directie Hoger Onderwijs, Levenslang Leren en Wetenschappelijk Onderzoek of zijn vertegenwoordiger;

4° de directeur-generaal van de Algemene Directie van de Sturing van het onderwijsstelsel of zijn vertegenwoordiger;

5° de Minister van Hoger Onderwijs of zijn vertegenwoordiger;

6° een regeringscommissaris of -afgevaardigde bij de universiteiten, een regeringscommissaris bij de hoge scholen en een regeringsafgevaardigde bij de hogere kunstschole, aangewezen op de voordracht van het College van regeringscommissarissen en -afgevaardigden bij de instellingen voor hoger onderwijs;

7° een vertegenwoordiger van de kamer voor universiteiten;

8° een vertegenwoordiger van de Kamer voor hogescholen;

9° een vertegenwoordiger van de kamer voor hogere kunstschole;

10° een vertegenwoordiger van het overheidsbedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologieën (ETNIC);

11° een vertegenwoordiger van de Kruispuntbank voor gegevensuitwisseling (Banque Carrefour d'Echange de Données - BCED).

De stuurgroep van het e-paysage platform is belast met het nemen van beslissingen over de richtlijnen voor administratieve vereenvoudiging.

De stuurgroep van het e-paysage platform kan gastdeelnemers voor zijn werkzaamheden uitnodigen.

ARES is verantwoordelijk voor de operationele uitvoering van de door deze stuurgroep aangenomen beslissingen.

§ 4. In haar hoedanigheid van verwerker in de zin van artikel 28 van Verordening (EU) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming), is het overheidsbedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologieën verantwoordelijk voor de optimale en veilige ontwikkeling, de organisatie en het onderhoud van het e-paysage platform en voor de verwerking van de verzamelde of beschikbaar gestelde gegevens, met inachtneming van de geldende regelgeving en goede praktijken inzake administratieve vereenvoudiging. Het e-paysage platform wordt geïmplementeerd overeenkomstig de technologische architectuurnormen van het overheidsbedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologieën, overeenkomstig artikel 3, § 1, van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het overheidsbedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC).

§ 5. De Kruispuntbank voor gegevensuitwisseling, opgericht bij de in lid 1 bedoelde samenwerkingsovereenkomst :

1° handelt als dienstenintegrator in de zin van artikel 2, 3°, b) van hetzelfde samenwerkingsakkoord, om de uitwisseling van gegevens te organiseren en te vergemakkelijken en om sterk beveiligde toegangsdiensten aan te bieden tot de authentieke bron van het Rijksregister, tot de authentieke bronnen vervat in de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en tot het e-paysage platform, met inachtneming van de bepalingen inzake de persoonlijke levenssfeer. De Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid slaat in dit kader geen gegevens op;

2° kan optreden als vertrouwde derde van ARES.

Artikel 106/1. - De persoonsgegevens van de volgende categorieën betrokkenen worden via het e-paysage platform verwerkt :

- 1° de studenten wier inschrijving in aanmerking wordt genomen overeenkomstig artikel 102, § 1, eerste lid;
- 2° personen die individuele onderwijseenheden volgen overeenkomstig artikel 68/1;
- 3° jonge talen die niet voldoen aan de voorwaarden voor toegang tot de eerste cyclus van het hoger onderwijs, met toepassing van artikel 107, zevende tot en met negende lid;
- 4° studenten die een schooltoelage hebben aangevraagd bij de Dienst Schooltoelagen van de Franse Gemeenschap;
- 5° de studenten die niet beschouwd worden als ingezetenen studenten in de zin van artikel 1 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in bepaalde cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs;
- 6° de studenten die beroep hebben aangetekend bij de commissie belast met de ontvangst van klachten van studenten tegen een weigering tot inschrijving;
- 7° erkende fraudeurs als bedoeld in de artikelen 95/2, 95/3 en 139/1;
- 8° personen die een aanvraag tot gelijkstelling hebben ingediend bij de Gelijkwaardigheidsdienst van de Franse Gemeenschap;
- 9° geslaagde kandidaten van het examen of vergelijkend examen voor toelating en toegang tot de studie geneeskunde en tandheelkunde;
- 10° studenten die gediplomeerd zijn aan een instelling van hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap.

Artikel 106/2 - In het kader van elke uitwisseling van gegevens als bedoeld in dit hoofdstuk wordt de betrokkene geïdentificeerd aan de hand van het hem toegekende nationale registratienummer.

In het geval van gegevens over een betrokkene die niet is ingeschreven in het bovengenoemde Rijksregister, wordt de betrokkene geïdentificeerd aan de hand van het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.

In het geval van gegevens over een betrokkene die niet is ingeschreven in bovengenoemd rijksregister en evenmin is geïdentificeerd aan de hand van het identificatienummer van de Kruispuntbank van Sociale Zekerheid, zijn de instellingen voor hoger onderwijs gemachtigd een dergelijk identificatienummer aan te maken en aan de betrokkene mee te delen.

Artikel 106/3. - Binnen het strikte kader van de doeleinden die zij nastreven, zijn de in artikel 106/20 bedoelde categorieën gebruikers, alsmede het overheidsbedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologie en de Kruispuntbank voor gegevensuitwisseling gemachtigd het rijksregisternummer van de betrokkene of, bij gebreke daarvan, het identificatienummer van de Kruispuntbank voor sociale zekerheid te gebruiken.

Afdeling II. — Verzamelde gegevens voor het e-paysage platform

Artikel 106/4 - Wat betreft de studenten die regelmatig ingeschreven zijn voor het hoger onderwijs met volledig leerplan, stelt elke instelling voor hoger onderwijs als bedoeld in de artikelen 10 tot en met 12 uiterlijk op 1 februari van het academiejaar de volgende gegevens ter beschikking :

- 1° het aan de leerling toegekende rijksregisternummer of, bij gebrek daaraan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;
- 2° in voorkomend geval, de in gebruik zijnde voornaam van de leerling, in de zin van artikel 102, § 1, tweede lid;
- 3° administratieve gegevens betreffende de toelating en de inschrijving, met inbegrip van ondernomen studies, nieuwe studiekeuzes, wijzigingen van de inschrijving in de zin van artikel 101, tweede lid, alsmede vrijstellingen;
- 4° de regelmatigheid van de inschrijving van de student, in de zin van artikel 103;
- 5° de gegevens die nodig zijn om het statuut van een voor financiering in aanmerking komende student in de zin van artikel 15, § 1, eerste lid, 36°, vast te stellen en om te bepalen op welke wijze daarmee rekening wordt gehouden bij de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs;
- 6° per inschrijving, het aantal studiepunten in het jaarprogramma van de student, het aantal verworven studiepunten en, in voorkomend geval, de positionering van de studiepunten in het eerste jaarblok of onder de aanvullende toegangsvoorwaarden bedoeld in artikel 111;
- 7° in voorkomend geval, in het geval van medediplomerings als bedoeld in artikel 82, derde lid, het door de verwijzende instelling opgegeven e-mailadres van de student;
- 8° in voorkomend geval, de vroegere inschrijving van de student in het hoger onderwijs en de resultaten van zijn examens, zowel in de Franse Gemeenschap als daarbuiten;
- 9° in voorkomend geval, het diploma of de diploma's die de student reeds bezit of die hij bij het beëindigen van zijn studies heeft behaald.

De gegevens die nodig zijn voor de vaststelling van de status van een voor financiering in aanmerking komende student, bedoeld in 5° van het vorige lid, zijn de volgende :

- 1° de nationaliteit van de student en, in voorkomend geval, zijn status en verblijfsvergunning in België en/of die van zijn vader, moeder, wettelijke voogd, echtgenoot of wettelijk samenwonende;
- 2° gegevens over de academische en niet-academische achtergrond van de student;
- 3° per inschrijving, het aantal studiepunten in het jaarprogramma van de student, het aantal verworven studiepunten en, in voorkomend geval, de positionering van de studiepunten in het eerste jaarblok of bij de aanvullende toegangsvoorwaarden bedoeld in artikel 111;
- 4° in voorkomend geval, gegevens betreffende de heroriëntatie van de student, bedoeld in artikel 102, derde lid;
- 5° in voorkomend geval, de beslissing van de examencommissie bedoeld in artikel 5, § 2, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe studieorganisatie, gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021 tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische studieorganisatie en andere wetgeving betreffende het hoger onderwijs.

Artikel 106/5 - Voor personen die overeenkomstig artikel 68/1 individuele onderwijseenheden volgen, stelt elke instelling voor hoger onderwijs als bedoeld in de artikelen 10 tot en met 12 de volgende gegevens ter beschikking:

- 1° het aan de leerling toegekende rijksregisternummer of, bij gebrek daaraan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;

2° het aantal studiepunten verbonden aan de opgenomen onderwijsseenheden.

Artikel 106/6 - Met betrekking tot jonge talenten stellen de hogere kunstscholen die gerechtigd zijn een academische graad op het gebied van de muziek te verlenen, de volgende gegevens ter beschikking

1° het aan het jonge talent toegekende rijksregisternummer of, bij gebrek daaraan, zijn identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;

2° de naam en voornaam van het jonge talent;

3° de datum, de plaats en het land van geboorte van het jonge talent;

4° het aantal opgenomen en verworven studiepunten.

Artikel 106/7. - Met betrekking tot studenten die zijn gediplomeerd aan een instelling voor hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap, stelt elke instelling voor hoger onderwijs bedoeld in de artikelen 10 tot en met 12, indien beschikbaar, de volgende gegevens ter beschikking :

1° het rijksregisternummer dat aan de gediplomeerde student is toegekend of, bij gebrek daaraan, zijn identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;

2° de naam en voornaam van de gediplomeerde student en, in voorkomend geval, de initialen van zijn andere voornamen;

3° de datum, de plaats en het land van geboorte van de gediplomeerde;

4° het diploma of de diploma's uitgereikt bij het beëindigen van de studies aan de instelling voor hoger onderwijs, vanaf het academiejaar 2014-2015.

Artikel 106/8 - De regeringscommissarissen en -afgevaardigden stellen de persoonsgegevens van erkende fraudeurs als bedoeld in de artikelen 95/2, 95/3 en 139/1 ter beschikking, alsmede, in voorkomend geval, het rijksregisternummer of, bij gebreke daarvan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.

Artikel 106/9. - Vanaf het academiejaar 2024-2025, en uiterlijk op 15 juni van elk academiejaar, stelt de regeringscommissaris of -afgevaardigde van elke instelling, na validatie, de volgende gegevens ter beschikking :

1° de regelmatigheid van de inschrijving van elke leerling;

2° de financierbaarheid van de student.

Artikel 106/10. - Overeenkomstig de artikelen 5 en 9 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in bepaalde cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs, verstrekken de studenten die niet beschouwd worden als ingezetenen studenten in de zin van artikel 1 van hetzelfde decreet, de volgende persoonsgegevens :

1° hun naam en voornaam en, in voorkomend geval, de initialen van hun andere voornamen;

2° hun geslacht;

3° de datum, de plaats en het land van hun geboorte en hun wettelijke verblijfplaats;

4° hun telefoonnummers;

5° hun e-mailadres;

6° een afschrift van een document dat hun identiteit bevestigt;

7° hun diploma van secundair onderwijs of enig ander bewijs van toegang tot de eerste cyclus of, bij gebreke daarvan, de voorlopige vorm van hun diploma of het afschrift van de processen-verbaal van hun slagen;

8° attesten ter verantwoording van alle activiteiten die zij sinds het einde van het secundair onderwijs, zonder onderbreking, hebben uitgeoefend, eventueel met vermelding van hun resultaten indien zij in het hoger onderwijs zijn ingeschreven;

9° in voorkomend geval, voor de buitenlandse diploma's of studiebewijzen, hun gelijkwaardigheidsbeslissing afgeleverd door de Gelijkwaardigheidsdienst van de Franse Gemeenschap of, bij ontstentenis daarvan, het bewijs van hun aanvraag tot gelijkstelling van diploma ingediend bij de Gelijkwaardigheidsdienst van de Franse Gemeenschap evenals het originele bewijs van betaling van de rechten voor het onderzoek van de aanvraag tot gelijkstelling, in de vorm en binnen de termijnen bepaald in de artikelen 5 en 9bis van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden en de procedure voor de gelijkstelling van buitenlandse diploma's en studiebewijzen;

10° in voorkomend geval, voor studies die vanaf het academiejaar 2014-2015 werden aangevat, het bewijs van kwijtschelding van alle schulden bij om het even welke instelling voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap op de dag van inschrijving;

11° indien nodig, de gegevens die nodig zijn om hun statuut van financierbare student in de zin van artikel 3, § 1, eerste lid, van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies vast te stellen.

Artikel 106/11. - ARES stelt de volgende persoonsgegevens ter beschikking van de geslaagden kandidaten van het examen of vergelijkend examen voor toegang of toelating tot medische en tandheelkundige studies :

1° het aan de geslaagde kandidaat toegekende rijksregisternummer of, bij gebrek daaraan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;

2° de naam en voornaam en, in voorkomend geval, de initialen van de andere voornamen;

3° het geslacht van de geslaagde kandidaat;

4° de geboortedatum, de geboorteplaats en het geboorteland van de geslaagde kandidaat;

5° het telefoonnummer van de geslaagde kandidaat;

6° de studierichting waarin de geslaagde kandidaat zijn inschrijving wenst voort te zetten;

7° indien van toepassing, de status van de geslaagde kandidaat als ingezetene student;

8° indien van toepassing, de status van de geslaagde kandidaat als niet-ingezetene student.

Artikel 106/12. - Voor studenten die regelmatig zijn ingeschreven in het hoger onderwijs met volledig leerplan, onderworpen aan de voorafgaande schriftelijke proef over de grondige beheersing van de Franse taal zoals bedoeld in artikel 34 van het decreet van 7 februari 2019 tot vaststelling van de initiële lerarenopleiding, stelt ARES de volgende persoonsgegevens ter beschikking :

1° het aan de student toegekende rijksregisternummer of, bij gebrek daaraan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;

2° de naam en voornaam en, in voorkomend geval, de initialen van de andere voornamen;

3° het geslacht van de student;

4° de geboortedatum, de geboorteplaats en het geboorteland van de student;

5° de gegevens betreffende de inschrijving, de voorstelling en het slagen of niet-slagen voor de proef.

Artikel 106/13. - § 1. Ten aanzien van studenten die beroep hebben ingesteld bij de commissie belast met het in ontvangst nemen van klachten van studenten inzake een weigering tot inschrijving als bedoeld in artikel 97, stelt deze commissie de volgende persoonsgegevens ter beschikking :

1° de naam en voornaam van de student;

2° zijn wettelijke woonplaats;

3° in voorkomend geval, zijn e-mailadres;

4° indien van toepassing, het rijksregisternummer dat aan de student is toegekend of, bij gebrek daaraan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;

5° de aanvraag van de student en alle documenten bedoeld in artikel 97, § 3, derde en vierde lid;

6° indien van toepassing, het telefoonnummer van de student;

7° indien van toepassing, de contactgegevens van de advocaat van de student.

§ 2. De instelling voor hoger onderwijs waartegen het beroep is gericht, stelt het interne procesdossier van de student ter beschikking, evenals alle aanvullende documenten waarom de commissie verzoekt.

Zo nodig stelt de commissie ook de stukken ter beschikking betreffende het beroep dat de student of zijn advocaat bij de Raad van State heeft ingesteld tegen de beslissing van de commissie.

§ 3. Het e-paysage platform bevat ook de beslissing van de commissie voor elke student die beroep heeft aangetekend.

Afdeling III. — Toegang tot databanken via het e-paysage platform

Artikel 106/14. - De persoonsgegevens in de databank waarvoor de Gelijkwaardigheidsdienst van de Franse Gemeenschap verantwoordelijk is, worden beschikbaar gesteld via het e-paysage platform. Er zijn alleen de volgende gegevens beschikbaar gesteld :

1° de naam en de voornaam;

2° het geslacht;

3° de datum, de plaats en het land van geboorte;

4° de gegevens met betrekking tot een door de student ingediende aanvraag tot gelijkstelling van het diploma;

5° de beslissing over de gelijkwaardigheid van een getuigschrift van secundair onderwijs of van hoger onderwijs en de datum waarop deze in werking treedt.

Artikel 106/15 - De persoonsgegevens in de databank waarvoor de Dienst voor studietoelagen van de Franse Gemeenschap verantwoordelijk is, worden beschikbaar gesteld via het e-paysage platform.

Er zijn alleen de volgende gegevens beschikbaar gesteld :

1° het aan de student toegekende rijksregisternummer of, bij gebrek daaraan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid of, bij gebrek daaraan, het identificatienummer zoals toegekend aan de student door de Dienst voor Studietoelagen;

2° de naam en voornaam van de student;

3° de gegevens met betrekking tot een door de student ingediende aanvraag voor een schooltoelage;

4° de beslissing tot toekenning of weigering van de schooltoelage en de datum van kennisgeving van de beslissing;

5° in voorkomend geval, het statuut van student met bescheiden middelen, zoals bedoeld in het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 2007 tot bepaling van wat moet worden verstaan onder student met bescheiden middelen in het hoger onderwijs buiten de universiteiten;

6° in voorkomend geval, de datum waarop een klacht werd ingediend en, in voorkomend geval, de datum waarop door de student beroep werd ingesteld overeenkomstig de procedures bepaald in de artikelen 11 en 12 van het decreet van 18 november 2021 tot regeling van de studietoelagen, alsook de genomen beslissing

Artikel 106/16 - De persoonsgegevens van studenten die zijn ingeschreven in het hoger onderwijs voor sociale promotie die zijn opgenomen in de databank waarvoor de Algemene directie Hoger onderwijs, Levenslang leren en Wetenschappelijk onderzoek verantwoordelijk is voor de verwerking, worden beschikbaar gesteld via het e-paysage platform.

Het gaat om de volgende gegevens :

1° het aan de leerling toegekende rijksregisternummer of, bij gebrek daaraan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;

2° eerdere inschrijving in een instelling voor hoger onderwijs voor sociale promotie;

3° indien van toepassing, het aantal studiepunten in het jaarprogramma van de student, het aantal verworven studiepunten en, indien van toepassing, de positionering van de studiepunten in het eerste jaarblok;

4° indien van toepassing, het (de) reeds door de student behaalde diploma(s).

Artikel 106/17 - De persoonsgegevens van studenten die zijn gediplomeerd aan een instelling voor secundair onderwijs met volledig leerplan of een instelling voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap die zijn opgenomen in de databanken waarvoor de Directie-generaal Leerplicht of de Directie-generaal Hoger Onderwijs, Levenslang Leren en Wetenschappelijk Onderzoek verantwoordelijk zijn voor de verwerking, worden ter beschikking gesteld via het e-paysage platform.

Het gaat om de volgende gegevens:

1° de naam en voornaam van de student;

2° de datum, de plaats en het land van geboorte;

3° indien van toepassing, het rijksregisternummer dat aan de student is toegekend of, bij gebrek daaraan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;

4° de voorlopige vorm van het diploma;

5° het getuigschrift van secundair onderwijs dat het zegel van de Franse Gemeenschap draagt;

6° indien nodig, het bewijs van slagen voor een toelatingsexamen georganiseerd door een examencommissie van het gewoon secundair onderwijs ingesteld binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Artikel 106/18 - De persoonsgegevens van jonge talenten die zijn opgenomen in de databanken waarvoor de Algemene directie Leerplichtonderwijs verantwoordelijk is, worden beschikbaar gesteld via het e- paysage platform.

Het gaat om de volgende gegevens :

- 1° de voor- en achternaam van het jonge talent;
- 2° de datum, de plaats en het land van geboorte van het jonge talent;
- 3° in voorkomend geval, het nationaal registratienummer dat aan het jeugdig talent is toegekend of, bij gebreke daarvan, zijn identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;
- 4° het bewijs van inschrijving van het jonge talent in een instelling voor leerplichtonderwijs van de Franse Gemeenschap.

Afdeling IV. — Doeleinden van de verwerking en categorieën van gebruikers

Artikel 106/19. - De in artikel 106 bedoelde doeleinden van de voor de verwerking verantwoordelijke zijn de volgende:

- 1° de inschrijvings- en toelatingsprocedures voor studenten in het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap ondersteunen en vereenvoudigen;
- 2° de authenticatie van de kwalificaties die in de Franse Gemeenschap worden uitgereikt in het kader van de verificatie van de kwalificaties voor de toegang tot het hoger onderwijs en de strijd tegen valse diploma's te vereenvoudigen;
- 3° wetenschappelijke of statistische studies uit te voeren of te laten uitvoeren;
- 4° om de Regering van de Franse Gemeenschap en haar diensten in staat te stellen de sturing van het hoger onderwijs te versterken, inzonderheid voor de ontwikkeling en de uitvoering van nieuwe beleidslijnen of elke andere analyse.

Artikel 106/20 - § 1. Het e-paysage platform is toegankelijk voor de volgende categorieën gebruikers :

- 1° de instellingen voor hoger onderwijs, bedoeld in de artikelen 10 tot en met 13;
- 2° regeringscommissarissen en -afgevaardigden bij instellingen voor hoger onderwijs;
- 3° het ministerie van de Franse Gemeenschap;
- 4° elke andere overheidsinstantie in de zin van artikel 2, 8°, a) en b), van het samenwerkingsakkoord tussen het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap van 23 mei 2013 betreffende de ontwikkeling van een gezamenlijk initiatief inzake gegevensuitwisseling en het gezamenlijk beheer van dit initiatief.

De stuurgroep van het e-paysage platform beslist over elk verzoek van een overheidsinstantie als bedoeld in 4° van het vorige lid, dat ertoe strekt bepaalde gegevens te verkrijgen die zijn opgenomen in of beschikbaar worden gesteld via het e-paysage platform, binnen de strikte grenzen van de opdrachten van openbaar belang die bij decreet of beschikking aan de overheidsinstantie zijn toevertrouwd.

§ 2. De in het vorige lid bedoelde gebruikers nemen passende maatregelen om ervoor te zorgen dat de geraadpleegde persoonsgegevens vertrouwelijk en uitsluitend voor een of meer van de in artikel 106/19 genoemde doeleinden worden verwerkt. Deze toegang geldt alleen voor personen die gemachtigd zijn deze gegevens te verwerken, onder de uitsluitende verantwoordelijkheid van de betrokken organen. Zij hebben alleen toegang tot de gegevens van de personen op wie de door hen uitgevoerde verwerking betrekking heeft.

§ 3 De toegangsvoorwaarden voor gebruikers die behoren tot de in paragraaf 1 bedoelde categorieën worden bepaald door de Regering, op voorstel van de stuurgroep van het e-paysage platform.

Artikel 106/21. - § 1. In het kader van het doel, bedoeld in artikel 106/19, 1° en 2°, hebben instellingen voor hoger onderwijs toegang tot bepaalde categorieën gegevens die in het e-paysage platform zijn opgenomen of die via dit platform beschikbaar worden gesteld.

Het gaat om de gegevens bedoeld in de artikelen 106/4, 106/5, 106/6, 106/7, 106/8, 106/9, 106/10, 106/11, 106/12, 106/13, § 3, 106/14, 106/15, 106/16, 106/17 en 106/18.

§ 2. In afwijking van de vorige paragraaf hebben alleen bepaalde categorieën instellingen voor hoger onderwijs toegang tot bepaalde categorieën gegevens als bedoeld in het vorige lid :

- 1° enkel de partnerinstellingen van de medediplomeringsinstellingen hebben toegang tot de gegevens bedoeld in artikel 106/4, 7°;
- 2° enkel de hogere kunstschole die studenten in het gebied muziek ontvangen die niet voldoen aan de voorwaarden voor toegang tot de eerste cyclus van het hoger onderwijs bedoeld in artikel 1 van het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 september 2015 betreffende de jonge talenten in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde scholen voor hoger onderwijs voor de kunsten, hebben toegang tot de gegevens bedoeld in de artikelen 106/6 en 106/18, en alleen met betrekking tot de persoonsgegevens van de jonge talenten waartoe zij gemachtigd zijn toegang te hebben;
- 3° enkel de instellingen voor hoger onderwijs die onderworpen zijn aan de toepassing van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in bepaalde cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs hebben toegang tot de gegevens bedoeld in artikel 106/10, en enkel met betrekking tot de persoonsgegevens van studenten waartoe zij gemachtigd zijn;
- 4° enkel universitaire instellingen die bevoegd zijn om studies van de eerste cyclus in de medische wetenschappen en/of in de tandheelkunde te organiseren en die ze organiseren, hebben toegang tot de gegevens bedoeld in artikel 106/11, en alleen voor de persoonsgegevens van studenten waartoe zij toegang hebben op grond van het decreet van 29 maart 2017 betreffende de medische en tandheelkundige studies;
- 5° enkel de instellingen van hoger onderwijs die onderworpen zijn aan de toepassing van het decreet van 7 februari 2019 betreffende de initiële lerarenopleiding hebben toegang tot de gegevens bedoeld in artikel 106/12, en enkel met betrekking tot de persoonsgegevens van studenten waartoe zij gemachtigd zijn.

Artikel 106/22 - In het kader van het doel bedoeld in artikel 106/19, 1° en 2°, heeft elke regeringscommissaris of -afgevaardigde slechts toegang tot de gegevens van de betrokkenen die ingeschreven zijn of een aanvraag tot inschrijving hebben ingediend bij de enige instelling(en) waarop zij toezicht houden.

In afwijking van lid 1 heeft de regeringscommissaris of -afgevaardigde die aan een universiteit is aangesteld en belast is met het toezicht op de examencommissie of het vergelijkend ingangs- en toelatingsexamen, als enige toegang tot de in artikel 106/11 bedoelde gegevens.

Artikel 106/23.- Met betrekking tot het doel bedoeld in artikel 106/19, 3° en 4°, vertrouwt ARES de gegevens die in het e-paysage platform zijn opgenomen of door middel daarvan beschikbaar worden gesteld, toe aan een entiteit die

onafhankelijk en neutraal is ten opzichte van de beoogde verwerkingen en de betrokken verantwoordelijken voor de verwerking, en die er geen belang bij heeft de verwerkte persoonsgegevens of het resultaat van de verwerking ervan te kennen. en die bewezen heeft, overeenkomstig de stand van de techniek, deskundig te zijn op het gebied van de verwerking van persoonsgegevens en inzonderheid op het gebied van pseudonimisering en anonimisering van persoonsgegevens, met het oog op pseudonimisering of voorafgaande anonimisering van persoonsgegevens.

Artikel 106/24 - § 1. De regering bepaalt de algemene werkwijze van het e-paysage platform.

§ 2. Behoudens andere uitdrukkelijk bij wet of decreet bepaalde bewaartermijnen, bepaalt de regering ook de bewaartermijn voor persoonsgegevens die in het platform zijn opgenomen of door middel van het platform ter beschikking worden gesteld, die niet langer mag zijn dan 10 jaar. Voor de in de artikelen 106/4, 9° en 106/7 bedoelde gegevens loopt de bewaartermijn tot het overlijden van de betrokkene.

De in het vorige lid bedoelde termijn gaat in op de dag waarop de gegevens beschikbaar worden gesteld.

Art. 18. Artikel 139/1, tweede lid, van hetzelfde decreet, wordt vervangen door :

"De naam, de voornaam en het geslacht van de aldus gesanctioneerde student, alsmede zijn geboortedatum, -plaats en -land en, in voorkomend geval, het aan de student toegekende rijksregisternummer of, bij gebreke daarvan, zijn identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, worden aan de regeringscommissaris of -afgevaardigde van de instelling meegedeeld. Na te hebben gecontroleerd of de procedure is nageleefd en of de fraude reëel is, voert de commissaris of de afgevaardigde de bovengenoemde informatie in het e-paysage platform in.

Art. 19. In artikel 145, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij artikel 18, 1°, van het decreet van 2 december 2021 tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en andere wetgeving op het gebied van het hoger onderwijs, worden na de woorden "hun naam, voornaam, geboorteplaats en -datum" de woorden "alsmede hun rijksregisternummer of, bij ontstentenis daarvan, hun identificatienummer in de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid" ingevoegd.

HOOFDSTUK VI. — Wijzigingen van het decreet van 29 maart 2017 betreffende de medische en tandheelkundige studies

Art. 20. Artikel 1, § 1, van het decreet van 29 maart 2017 betreffende de medische en tandheelkundige studies wordt als volgt aangevuld :

"De betrokken universiteiten controleren deze laatste voorwaarde door middel van het e-paysage platform bedoeld in artikel 106 van het voornoemde decreet van 7 november 2013."

Art. 21. In artikel 6, paragraaf 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "zendt de lijst van geslaagde kandidaten toe aan de universitaire instellingen die bevoegd zijn om studies van de eerste cyclus in de medische wetenschappen en/of in de tandheelkunde te organiseren en die ze organiseren" vervangen door de woorden "stelt ze ter beschikking van de universitaire instellingen die bevoegd zijn om studies van de eerste cyclus in de medische wetenschappen en/of in de tandheelkunde te organiseren en ze organiseren, via het e-paysage platform, bedoeld in artikel 106 van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, de persoonsgegevens van geslaagde kandidaten, bedoeld in artikel 106/11 van voornoemd decreet van 7 november 2013."

HOOFDSTUK VII. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 22. Bij wijze van overgangsmaatregel blijft gedurende de academiejaren 2022-2023 en 2023-2024 artikel 106 van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, zoals opgeheven bij artikel 16 van dit decreet, van kracht.

Art. 23. Bij wijze van overgangsmaatregel wordt gedurende het academiejaar 2022-2023 artikel 5 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in bepaalde cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs vervangen door hetgeen volgt :

"§ 1. In afwijking van artikel 95, § 1, van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, studenten die niet worden beschouwd als ingezetenen studenten in de zin van artikel 1, dienen hun aanvraag tot inschrijving voor een van de in artikel 3 bedoelde cursussen elektronisch in bij het e-paysage platform bedoeld in artikel 106 van het decreet van 7 november 2013 en volgens de procedures van artikel 106/10 van hetzelfde decreet, vanaf de vierde dinsdag van augustus voorafgaand aan het betrokken academiejaar tot en met de vierde donderdag van augustus.

Bij het verzoek om inschrijving geeft de student aan bij welke universiteit hij zijn inschrijving wenst voort te zetten.

De universiteiten geven voorrang aan de inschrijving van studenten die het bewijs leveren dat zij aan alle voorwaarden voor toelating tot deze cursussen voldoen, in de volgorde waarin zij dit bewijs op het in lid 1 bedoelde platform indienen. Op straffe van verval moet de student zijn inschrijving bevestigen volgens de procedures die door ARES in overleg met de betrokken universiteiten zijn vastgesteld en waarvan hij bij zijn inschrijving in kennis is gesteld.

§ 2. Voor de toepassing van deze bepaling wordt een student die aantoonde dat hij aan alle toelatingsvoorwaarden voldoet, gelijkgesteld met een student die aantoonde dat hij uiterlijk op 15 juli voorafgaand aan het academiejaar een aanvraag tot gelijkstelling van een eindexamen van het secundair onderwijs heeft ingediend, alsmede het bewijs dat hij de rechten voor de behandeling van deze aanvraag heeft betaald, mits bij zijn aanvraag een afschrift wordt gevoegd van het diploma waarvoor hij om gelijkstelling verzoekt. De universiteiten kunnen echter weigeren de student in te schrijven indien het voorgelegde diploma duidelijk niet gelijkwaardig is aan een diploma van hoger secundair onderwijs.

§ 3. In afwijking van § 1 wordt voor niet-ingezetenen studenten die uiterlijk op de vierde donderdag van augustus voorafgaand aan het academiejaar een aanvraag tot inschrijving indienen voor één van de cursussen bedoeld in artikel 3, met uitzondering van 4° en 5°, indien het aantal van deze studenten het aantal niet-ingezetenen studenten bedoeld in artikel 4, tweede lid, overschrijdt, de rangorde onder deze studenten bepaald door een loting die onverwijld elektronisch wordt verricht door een door ARES aangewezen deurwaarder, die het resultaat aan deze laatste meedeelt. Deze loting wordt verricht met behulp van een techniek die de eerlijkheid van de selectie, de afwezigheid van vooringenomenheid bij de gebruikte selectiemethode en de openbaarheid van het gebruikte selectiealgoritme waarborgt.

Alle studenten die een dergelijke aanvraag hebben ingediend, krijgen een persoonlijk en niet-overdraagbaar registratienummer.

§ 4. Elke niet-ingezetene student kan tussen de vierde dinsdag van augustus voorafgaand aan het betrokken academiejaar en de vierde donderdag van augustus slechts één aanvraag tot inschrijving indienen voor alle cursussen bedoeld in de artikelen 3 en 7, met uitzondering van de cursussen bedoeld in artikel 3, 4° en 5°. Een student die deze bepaling overtreedt, wordt uitgesloten van de instelling voor hoger onderwijs waartoe hij is toegelaten in een van de cursussen bedoeld in artikel 3 of 7.

In geval van weigering van inschrijving met toepassing van § 2 van dit artikel of van artikel 4 zijn de artikelen 96 en 97 van het decreet van 7 november 2013 van toepassing.”.

Art. 24. Bij wijze van overgangsmaatregel wordt artikel 9 van het decreet tijdens het academiejaar 2022-2023 vervangen door de volgende tekst:

”§ 1. In afwijking van artikel 95, § 1, van het decreet van 7 november 2013, dienen studenten die niet beschouwd worden als ingezetene studenten in de zin van artikel 1, hun aanvraag tot inschrijving voor een van de cursussen bedoeld in artikel 7 elektronisch in op het e-paysage platform bedoeld in artikel 106 van het decreet van 7 november 2013 en volgens de procedures bepaald in artikel 106/10 van hetzelfde decreet, vanaf de vierde dinsdag van augustus voorafgaand aan het betrokken academiejaar tot en met de vierde donderdag van augustus.

De student moet bij zijn aanvraag aangeven in welke hogeschool hij zijn studie wil voortzetten.

De hogescholen geven voorrang aan de inschrijving van studenten die het bewijs leveren dat zij aan alle voorwaarden voor toelating tot deze cursussen voldoen, in de volgorde waarin zij dit bewijs op het in lid 1 bedoelde platform indienen. Op straffe van verval moet de student zijn inschrijving bevestigen volgens de procedures die door ARES in overleg met de betrokken hogescholen zijn vastgesteld en waarvan hij bij zijn inschrijving in kennis is gesteld.

§ 2. Voor de toepassing van deze bepaling wordt een student die aantoonde dat hij aan alle toelatingsvoorwaarden voldoet, gelijkgesteld met een student die aantoonde dat hij uiterlijk op 15 juli voorafgaand aan het academiejaar een aanvraag tot gelijkstelling van een einddiploma van het secundair onderwijs heeft ingediend, alsmede het bewijs dat hij de rechten voor de behandeling van deze aanvraag heeft betaald, op voorwaarde dat een afschrift van het diploma waarvoor hij om gelijkstelling verzoekt, bij zijn inschrijvingsaanvraag wordt gevoegd. De hogescholen kunnen echter weigeren de student in te schrijven als het voorgelegde diploma duidelijk niet gelijkwaardig is aan een diploma van hoger secundair onderwijs.

§ 3. In afwijking van § 1 wordt voor niet-ingezetene studenten die hun aanvraag tot inschrijving voor één van de cursussen bedoeld in artikel 7 uiterlijk op de vierde donderdag van augustus voorafgaand aan het academiejaar indienen, indien het aantal van deze studenten het aantal niet-ingezetene studenten bedoeld in artikel 8, tweede lid, overschrijft, de rangorde onder deze studenten bepaald door een loting die onverwijld elektronisch wordt verricht door een door ARES aangewezen deurwaarder, die het resultaat aan ARES meedeelt. Deze loting wordt verricht met behulp van een techniek die de eerlijkheid van de selectie, de afwezigheid van vooringenomenheid bij de gebruikte selectiemethode en de openbaarheid van het gebruikte selectiealgoritme waarborgt.

Alle studenten die een dergelijke aanvraag hebben ingediend, krijgen een persoonlijk en niet-overdraagbaar registratienummer.

§ 4. Elke niet-ingezetene student kan tussen de vierde dinsdag van augustus voorafgaand aan het betrokken academiejaar en de vierde donderdag van augustus slechts één aanvraag tot inschrijving indienen voor alle cursussen bedoeld in de artikelen 3 en 7, met uitzondering van de cursussen bedoeld in artikel 3, 4° en 5°. Een student die deze bepaling overtreedt, wordt uitgesloten van de instelling voor hoger onderwijs waartoe hij is toegelaten in een van de cursussen bedoeld in artikel 3 of 7.

In geval van weigering van inschrijving krachtens § 2 van dit artikel of artikel 8 zijn de artikelen 96 en 97 van het decreet van 7 november 2013 van toepassing.”.

Art. 25. Alle persoonsgegevens van studenten die tijdens het academiejaar 2021-2022 regelmatig zijn ingeschreven en die door ARES moeten worden verzameld om het e-paysage platform overeenkomstig artikel 106/4 van het decreet van 7 november 2013 aan te bieden, worden uiterlijk op 1 mei 2023 door de instellingen voor hoger onderwijs doorgegeven.

Art. 26. Instellingen voor hoger onderwijs stellen, indien beschikbaar, de persoonsgegevens van studenten die vanaf het academiejaar 2017-2018 tot en met het academiejaar 2020-2021 regelmatig bij hen zijn ingeschreven, ter beschikking van ARES.

Deze toezending is strikt beperkt tot de volgende gegevens :

1° het aan de leerling toegekende rijksregisternummer of, bij gebrek daaraan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;

2° administratieve gegevens betreffende de toelating en de inschrijving, met inbegrip van de gevolgde studies, nieuwe keuzes van studierichting en verminderingen;

3° de gegevens die nodig zijn om het statuut van een voor financiering in aanmerking komende student in de zin van artikel 15, § 1, eerste lid, 36°, van het decreet van 7 november 2013 vast te stellen en de wijze te bepalen waarop daarmee rekening wordt gehouden voor de financiering van de instellingen van hoger onderwijs;

4° per inschrijving, het aantal studiepunten in het jaarprogramma van de student, het aantal verworven studiepunten en, in voorkomend geval, de positionering van de studiepunten in het eerste jaarblok of onder de aanvullende toegangsvoorwaarden bedoeld in artikel 111 van het decreet van 7 november 2013.

De gegevens die nodig zijn om de status van een voor bekostiging in aanmerking komende student, bedoeld in 3° van het vorige lid, vast te stellen, zijn de volgende :

1° de nationaliteit van de student en, in voorkomend geval, zijn status en verblijfsvergunning in België en/of die van zijn vader, moeder, wettelijke voogd, echtgenoot of wettelijk samenwonende;

2° gegevens over de academische en niet-academische achtergrond van de student;

3° per inschrijving, het aantal studiepunten in het jaarprogramma van de student, het aantal verworven studiepunten en, in voorkomend geval, de positionering van de studiepunten in het eerste jaarblok of onder de aanvullende toegangsvoorwaarden bedoeld in artikel 111 van het decreet van 7 november 2013;

4° indien van toepassing, de gegevens met betrekking tot de wijziging van studierichting van de student, bedoeld in artikel 102, § 3, van het decreet van 7 november 2013;

5° in voorkomend geval, de beslissing van de examencommissie bedoeld in artikel 5, § 2, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen van hoger onderwijs aan de nieuwe studieorganisatie, gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021 tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische studieorganisatie en andere wetgeving betreffende het hoger onderwijs.”.

HOOFDSTUK VIII. — *Inwerkingtreding*

Art. 27. Dit decreet treedt in werking op de tiende dag volgend op die van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 5, 6 en 14 die in werking treden met ingang van het academiejaar 2023-2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 november 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening
aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement.

Ontwerp van decreet, nr. 441-1.

- Verslag van de commissie, nr. 441-2.

- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 441-3.

Integraal verslag.

- Bespreking en aanneming.

- Vergadering van 16 november 2022.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/200064]

24 FEVRIER 2022. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 096, 098, 100 et 114 de la division organique 18 et le programme 120 de la division organique 34 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de Compétence,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 22 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, notamment l'article 35;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^{ème} alinéa;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et de liquidation à l'adresse budgétaire de compte budgétaire 85112000 et de domaine fonctionnel 096.008 du programme 096 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon dans le cadre du programme « FEDER - Wallonie-Bruxelles 2020.eu », à savoir, le dossier suivant (intitulé du projet cofinancé) :

FEDER - Wallonie-Bruxelles 2020.eu;

Axe 1 : Economie 2020;

Mesure 1.1.1 : Stimulation de l'investissement dans les entreprises existantes ou en création;

Projets : Aides à l'investissement;

Adresse budgétaire (compte budgétaire/domaine fonctionnel) : 85112000/096.008;

Crédits d'engagement : 506.000 EUR;

Crédits de liquidation : 2.000.000 EUR;